

## Quand tombent les mythes

Auteur : Jean-Dominique Giuliani



La négociation à laquelle a été contraint le gouvernement grec démontre l'inanité des mythes entretenus par les extrémistes de droite et de gauche concernant la démocratie en Europe, la soi-disant austérité et la prétendue domination allemande. Le principe de réalité s'impose toujours surtout lorsque guette la faillite...

[Lire la suite](#)

### Sommaire

**Grèce** : Sommet/zone euro - Eurogroupe - Propositions - Parlement européen - BCE - FMI - Gouvernement **Crise financière** : FMI **Commission** : Parlement - Rapport/Infractions **Parlement** : UE/USA - Migrations - environnement - Droit/Auteur - Union!Capitaux - Economie circulaire **Conseil** : Bilan/Présidence - Immigration - Itinérance - Budget 2016 **Allemagne** : Balkans **Hongrie** : Frontière/Serbie **Italie** : FMI **Lettonie** : Président **Luxembourg** : Présidence/UE **Roumanie** : Justice **Royaume-Uni** : Budget **Slovénie** : France **Macédoine** : FMI **Conseil de l'Europe** : Russie **Eurostat** : Population - Investissement - Épargne **Eurobaromètre** : Opinion publique **Etudes/Rapports** : Gouvernance - Grèce **Culture** : Festival/Salzburg - Festival/Fribourg - Expo/Carrare - Expo/Montpellier

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Grèce :

### Accord du sommet de la zone euro sur la Grèce



Les 19 chefs d'État et de gouvernement de la zone euro sont parvenus, après des négociations qui ont débuté le 12 juillet en fin d'après midi pour se terminer le 13 juillet au matin, à finaliser un accord sur la Grèce. Les négociations des dirigeants européens se sont fondées sur les conclusions de l'Eurogroupe qui avait précédé le sommet, sans pour autant parvenir à un accord final. L'accord obtenu est le fruit d'âpres négociations, un accord "laborieux" selon les termes du Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mais qui assure "qu'il n'y aura pas de Grexit". En effet, "la confiance était un point clé" des discussions selon Jeroen Dijsselbloem, certains gouvernements mettant en doute la confiance à pouvoir apporter au gouvernement d'Alexis Tsipras. L'accord obtenu prévoit la mise en place d'un nouveau "programme d'aide pour la Grèce via le mécanisme européen de stabilité (MES), avec des réformes sérieuses et un soutien financier". Parmi ses réformes et aux côtés de celles déjà exigées (réformes de la fiscalité, du système de pension, du secteur public, etc.) figure la mise en place d'un fonds qui se verra chargé d'une partie des actifs grecs. Ce fonds sera basé en Grèce et doté de 50 milliards d'euros. 25 milliards d'euros seront également alloués à la recapitalisation des banques grecques. En outre la Grèce demandera une nouvelle aide au Fonds monétaire international en mars 2016, après l'expiration du programme en cours, tandis que l'Eurogroupe est prêt à accorder un délai de paiement et examinera la mise en place en urgence d'un crédit relais. L'accord obtenu se doit désormais d'être approuvé par certains Parlements nationaux. Une fois les ratifications nationales obtenues, les dirigeants européens détiendront le mandat permettant de lancer les négociations officielles... [Lire la suite](#)

### Conclusions de l'Eurogroupe



Les 11 et 12 juillet se sont tenues à Bruxelles des réunions des 19 ministres des finances de la zone euro (Eurogroupe) afin de préparer la rencontre des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro. Si aucune conclusion n'est sortie faute d'accord entre les parties, il apparaît que les ministres souhaitent des garanties de la part de la Grèce afin de rétablir la confiance perdue avec le référendum et le rejet des dernières propositions. Les mesures proposées le 8 juillet par le gouvernement grec en échange d'un nouveau plan d'aide ont été analysées. Dans ce cadre, les ministres auraient souhaité que plusieurs dispositions puissent être votées avant le 15 juillet par le parlement grec afin d'envisager un troisième plan d'aide... [Lire la suite](#)

### Nouvelles propositions grecques aux institutions



Le 9 juillet, la Grèce a soumis, comme demandé par les dirigeants de la zone euro, ses nouvelles propositions. Parmi les mesures proposées par le gouvernement figurent notamment une hausse des taxes sur le transport maritime ainsi que sur les sociétés, la suppression des avantages fiscaux des îles d'ici à la fin 2016, un relèvement de la TVA sur la restauration à 23%, la réduction des dépenses militaires, une réforme graduelle des retraites d'ici à 2022, la déréglementation de certaines professions ainsi que du secteur du tourisme ou encore une modernisation du secteur public, ainsi que des privatisations. Par ailleurs, le 8 juillet, le Mécanisme européen de stabilité a formellement confirmé avoir reçu une demande d'aide de la Grèce. Cet acte constituait une condition nécessaire demandée par l'Eurogroupe afin de pouvoir évaluer si les négociations pouvaient reprendre entre Athènes et ses créanciers. Le Parlement grec a donné le 10 juillet son feu vert à la proposition d'accord soumise aux créanciers du pays par le gouvernement d'Alexis Tsipras. Le texte a été adopté par 251 votes sur un total de 300 députés. 8 députés du parti de gauche radicale Syriza se sont abstenus, et 2 ont voté contre ce plan d'accord... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

### Discours d'Alexis Tsipras devant le Parlement européen



Le 8 juillet, le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est exprimé devant le Parlement européen à Strasbourg. Il est revenu sur le "choix courageux" de la population grecque et a affirmé que ce choix n'était "pas le choix de la rupture avec l'Europe", mais celui "du retour aux principes fondateurs de l'Europe". Il a critiqué l'efficacité et le bien fondé des plans d'austérité mis en œuvre en Grèce. Cependant, il a reconnu que "tous les maux du pays ne sont pas à mettre sur le dos des étrangers. Si la Grèce est dans cette situation, c'est parce que pendant des décennies les divers gouvernements successifs ont gouverné de façon clientéliste, en soutenant la corruption, en jouant le jeu d'une collusion avec le pouvoir économique, sans contrôler la fraude fiscale des plus riches". Enfin, il a assuré vouloir "trouver un compromis honorable pour éviter une rupture avec la tradition européenne", un "accord qui montre une possibilité de sortir de la crise" et "un accord qui comporte des réformes"... [Lire la suite](#)

### La BCE maintient son aide d'urgence aux banques grecques



La Banque centrale européenne (BCE) a maintenu le 6 juillet les prêts d'urgence (ELA) aux banques grecques au même niveau, à savoir 89 milliards d'euros. Elle a cependant décidé d'augmenter la décote sur les garanties à apporter par les banques hellènes pour les prêts d'urgence. La BCE a réitéré cette position le 8 juillet en laissant inchangé le niveau des prêts d'urgence. Ce niveau est le même depuis le 26 juin... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

### Déclaration au sujet de la Grèce



La présidente du FMI, Christine Lagarde, a déclaré le 6 juillet que "le FMI prend acte" des résultats du référendum grec, qui a eu lieu la veille, exprimant le rejet du plan des créanciers auprès de la Grèce. "Nous surveillons de près la situation et nous nous tenons prêts à aider la Grèce si on nous en fait la demande", ajoute-t-elle. Dans un billet publié le 9 juillet, Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, dresse un bilan des critiques et les perspectives d'avenir sur la Grèce... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

### Euclide Tsakalotos, nouveau ministre grec des finances

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Euclide Tsakalotos, coordinateur des négociations avec les créanciers de la Grèce, UE et



FMI, a été nommé le 6 juillet ministre des Finances du gouvernement grec pour succéder à Yanis Varoufakis, qui a démissionné après le référendum, a indiqué la présidence de la République. Il a participé le 7 juillet à sa première réunion des ministres des Finances de la zone euro (Eurogroupe) à Bruxelles... [Lire la suite](#)

#### Crise financière :

##### Nouvelles perspectives du FMI sur l'économie mondiale



Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé le 9 juillet sa prévision de croissance économique mondiale pour 2015 et mis en garde contre le risque de "tensions financières" en Europe en raison de la crise grecque. Le produit intérieur brut mondial ne devrait plus progresser cette année que de 3,3%, marquant une baisse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'avril et un léger ralentissement par rapport aux 3,4% engrangés en 2014, indiquent les nouvelles projections du FMI... [Lire la suite](#)

#### Commission :

##### Discours de JC Juncker devant le Parlement européen sur la Grèce et la présidence lettone



Le 7 juillet, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est exprimé devant le Parlement européen, afin de dresser le bilan de la présidence lettone du Conseil et aussi s'exprimer sur les suites du référendum grec. Concernant la présidence lettone, il a souhaité "rendre hommage au travail accompli" par le pays, pour qui il s'agissait de la première présidence du Conseil. Selon lui, ce travail fut "exemplaire" avec des avancées entre autres sur les dossiers de l'union de l'énergie, de l'union des marchés de capitaux ou du marché unique du numérique. Concernant les suites du référendum grec, Jean-Claude Juncker, après avoir défendu ses prises de position et livré son opinion sur les commentaires politiques dirigés à l'égard de la Commission européenne, a rappelé qu'il souhaitait cependant "éviter un Grexit"... [Lire la suite](#)

##### Publication par la Commission du rapport sur les infractions en 2014



Le 9 juillet, la Commission européenne a adopté le 32e "rapport annuel sur le contrôle de l'application du droit de l'Union" qui agrège les résultats obtenus par les 28 Etats membres en matière d'application du droit de l'Union européenne ainsi que les principales avancées enregistrées en matière de politique d'application de la législation pour l'année 2014. En 2014, 1347 procédures d'infraction ont été ouvertes, dont 78 pour la France. Les domaines d'action dans lesquels la plupart des procédures d'infraction ont été ouvertes en 2014 recouvrent les domaines de l'environnement (322), des transports (223) ainsi que du Marché intérieur (162)... [Lire la suite](#)

#### Parlement :

##### Le Parlement européen se positionne sur le TTIP



Le 8 juillet, les députés européens ont adopté dans une résolution ses recommandations relatives aux négociations menées par la Commission européenne sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre l'Union européenne et les Etats-Unis, par 436 voix, contre 241 et 32 abstentions. Selon le Parlement européen, le TTIP devra assurer l'accès des entreprises européennes au marché américain, tout en préservant les normes de l'Union. En outre, les députés européens ont estimé qu'un nouveau système juridique dirigé par des juges nommés publiquement et soumis à des exigences de contrôle et de transparence se devrait de remplacer le système de règlement des litiges investisseur-Etat (ISDS) initialement prévu, dans le cadre du règlement des litiges commerciaux investisseur-Etat. Pour entrer en vigueur, l'accord sur le TTIP devra être validé par le Conseil ainsi que par le Parlement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

##### Le Parlement valide les fonds supplémentaires pour aider à faire face au défi migratoire

Le 7 juillet, les députés européens réunis en séance plénière, ont soutenu une proposition de la Commission européenne visant à augmenter de 69,6 millions d'euros le budget de trois organismes



gérant les flux migratoires vers l'Union européenne ainsi que de divers fonds de l'Union portant sur des mesures de migration. La proposition de la Commission européenne a été adoptée par 592 voix pour, 75 voix contre et 41 abstentions. Cette hausse vise à permettre une augmentation du personnel dédié à ces questions ainsi qu'à subvenir à de nouvelles dépenses. Ainsi et entre autres, l'agence européenne de gestion des frontières FRONTEX se verra dotée de 26.8 millions d'euros, soit un triplement des fonds disponibles pour les opérations Triton et Poséidon. Cette augmentation de budget avait également été approuvée par le Conseil le 19 juin dernier... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Quotas d'émissions : la réserve de stabilité approuvée par le Parlement européen



Le 8 juillet, les députés européens ont adopté une réforme du système européen de quotas d'émission (SEQE), qui devrait être opérationnelle en 2019. Un accord sur cette réforme était précédemment intervenu de manière informelle avec la présidence lettone du Conseil, qui a été confirmé par son adoption par le Parlement européen. La réforme du SEQE entend réduire le surplus de crédits carbone disponibles pour les échanges et ainsi soutenir le prix des droits d'émission. Cette réduction doit in fine permettre d'atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de réduction des émissions de CO2. Afin d'entrer en vigueur, le texte devra recevoir l'accord du Conseil en septembre 2015... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Prise de position du Parlement européen sur le droit d'auteur



Le 9 juillet, le Parlement européen s'est prononcé, au travers d'une résolution non législative, sur la réforme du droit d'auteur, alors même que la Commission européenne doit présenter une proposition d'ici fin 2015 afin de moderniser ce dernier et l'adapter à l'ère numérique. Les députés européens demandent à ce que les futures propositions émanant du Berlaymont assurent "un juste équilibre entre les droits et intérêts des créateurs et ceux des consommateurs". De plus, le Parlement européen exige que des solutions soient proposées afin d'améliorer l'accès au contenu en ligne au-delà des frontières, en parallèle d'une reconnaissance de l'importance des licences par territoire... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Résolution du Parlement européen sur l'union des marchés de capitaux



Le 9 juillet, les députés européens ont approuvé une résolution sur l'union des marchés de capitaux (UMC) par 532 voix, contre 111 et 24 abstentions. Dans cette résolution non-législative, ils demandent à ce que l'UMC permette de fournir de nouveaux moyens plus efficaces pour acheminer l'épargne vers les petites entreprises commerciales. En outre, ils exigent que l'UMC assure une protection des investisseurs transfrontaliers dans l'Union européenne. Ils souhaitent à cet égard que les piliers de l'UMC (plus large éventail de choix d'investissement, outils d'atténuation des risques, information claire sur les possibilités d'investissement) entrent en vigueur d'ici à 2018, afin d'apporter un complément au financement bancaire... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Résolution du Parlement européen sur l'économie circulaire



Le 9 juillet, les députés européens ont invité l'Union européenne à mieux utiliser les ressources à sa disposition dans une résolution adoptée par 394 voix, contre 197 et 82 abstentions. Selon les députés européens, une hausse de la productivité des ressources de 30% d'ici à 2030 pourrait augmenter le PIB de près de 1% et créer 2 millions d'emplois durables. Dès lors, les députés européens demandent à l'Union européenne de repenser sa gestion des déchets pour favoriser l'émergence d'une société zéro déchet, de reconsidérer sa législation sur l'écoconception et de prévoir des mesures qui permettront de découpler la croissance de l'utilisation de ressources naturelles. A cet effet, ils appellent la Commission européenne à présenter une nouvelle législation en la matière d'ici à la fin 2015... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Conseil :

##### Bilan de 6 mois de présidence lettone du Conseil de l'Union

Le 7 juillet, la Première ministre lettone Laimdota Straujuma s'est exprimée lors de la session plénière du Parlement européen afin de conclure les six mois de la présidence lettone du Conseil de l'Union. Elle a dressé un bilan positif de cette première présidence de la Lettonie depuis son accession à l'Union européenne en 2004. Parmi les





progrès réalisés, elle a relevé l'accord conclu sur le Fonds européen d'investissement stratégique, la création d'une Union de l'énergie, le renforcement du marché du numérique, les progrès en matière de migration et de sécurité, mais aussi le Partenariat Oriental et le Traité de libre-échange avec les États-Unis... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Conseil informel sur les migrations et déclaration franco-allemande



Le 9 juillet, les ministres français et allemands de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve et Thomas de Maizière, à la suite du Conseil informel des ministres de la Justice et de l'Intérieur, ont annoncé l'intention de la France et de l'Allemagne d'accepter la proposition initiale de la Commission européenne concernant la répartition des réfugiés politiques et demandeurs d'asile. La France accueillera ainsi au cours des deux prochaines années 2375 personnes au titre du processus de réinstallation et 6752 personnes au titre du processus de relocalisation... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Vers la fin des frais d'itinérance téléphonique



Le 8 juillet, le Conseil a approuvé l'accord obtenu avec le Parlement européen sur la fin des frais d'itinérance d'ici à mi-2017. Une première réduction de ces frais interviendra dès 2016. L'accord validé contient également les premières normes européennes garantissant un accès libre à internet, qui devraient entrer en application d'ici au 30 avril 2016. Le texte validé doit désormais être approuvé formellement par le Conseil d'ici à l'automne 2015 ainsi que par le Parlement européen... [Lire la suite](#)

#### Budget de l'UE pour 2016 : le Conseil adopte sa position



Le 9 juillet, le Conseil a adopté sa position sur le projet de budget de l'UE pour 2016, sur la base d'un texte de compromis de la Présidence luxembourgeoise. Le Conseil a soutenu les fonds proposés par la Commission dans certains domaines prioritaires. Ceux-ci incluent notamment le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), la politique extérieure, les migrations ou la recherche. La position du Conseil couvre une baisse du cumul des engagements à hauteur de 5,36% et une hausse du cumul des paiements à hauteur de 0,59%, en comparaison avec le budget de l'UE 2015. Le Conseil doit formellement adopter sa position par procédure écrite début septembre. Elle servira de mandat à la Présidence luxembourgeoise pour négocier le budget de l'UE pour 2016 avec le Parlement européen... [Lire la suite](#)

#### Allemagne :

##### Angela Merkel dans les Balkans



La Chancelière allemande, Angela Merkel, était en visite officielle dans les Balkans occidentaux les 8 et 9 juillet afin de discuter de sujets bilatéraux et des perspectives d'adhésion. La Chancelière s'est d'abord rendue en Albanie pour discuter avec le Premier ministre, Edi Rama, et le Président albanais, Bujar Nishani. La seconde étape à Belgrade incluait une rencontre avec le Premier ministre, Aleksandar Vučić, et le Président serbe, Tomislav Nikolić, puis avec des représentants de la société civile. En Bosnie-Herzégovine, la Chancelière a rencontré le Premier ministre, Denis Zvizdić, puis assisté à l'exposition permanente "11/07/1995 Srebrenica" sur le massacre de 8 000 hommes durant la guerre civile avant de rencontrer l'association de survivants "Mères de Srebrenica". Les pays balkaniques sont sur la voie de l'adhésion, avec des situations différentes, mais des efforts restent à faire, notamment sur la coopération régionale et la lutte contre la corruption... [Lire la suite](#)

#### Hongrie :

##### Feu vert du Parlement hongrois à une clôture avec la Serbie



Le parlement hongrois a voté, le 6 juillet, les lois nécessaires à la construction sur les 175 km de la frontière entre la Hongrie et la Serbie d'une clôture destinée à endiguer le flux des réfugiés qui tentent de rejoindre l'Europe via ces deux pays. Le parlement a adopté, par 151 voix, contre 41, une série de lois qui rendent possible la mise en place de cette clôture, haute de quatre mètres. La loi prévoit notamment

l'expropriation des terrains se trouvant sur le tracé de la future clôture, sur une largeur de 10 mètres. La nouvelle législation, effective au 1er août, fusionne par ailleurs les procédures d'examen des demandes d'asile de manière à les rendre plus rapides et à limiter les possibilités de recours... [Lire la suite](#)

#### Italie :

##### Le FMI réévalue ses estimations sur l'Italie



Le 7 juillet, le Fonds monétaire international a publié ses conclusions sur la situation de l'économie italienne. Les estimations sont positives. La troisième économie de la zone euro est en train de sortir progressivement de la récession et la confiance remonte. La croissance italienne progressera à un taux de 0,7% en 2015 (+0,2% par rapport aux estimations de printemps) et de 1,2% en 2016 grâce à des réformes majeures, notamment le Jobs Act du gouvernement ainsi que le quantitative easing de la BCE. La reprise, cependant, reste "fragile", notamment du fait de l'inefficacité de l'administration publique, problème sur lequel le FMI attend des réformes... [Lire la suite](#)

#### Lettonie :

##### Raimonds Vējonis, nouveau président de la Lettonie



Le 8 juillet, Raimonds Vējonis s'est exprimé devant le Parlement letton à l'occasion de son investiture en tant que président de la République. Elu le 3 juin dernier, il succède à Andris Bērziņš en poste depuis 2011 et qui ne s'était pas représenté. Par ailleurs, la Fondation a publié le 6 juillet un entretien avec Laimdota Straujuma, Premier ministre de Lettonie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Luxembourg :

##### Discours de Xavier Bettel devant le Parlement européen



Le 8 juillet, le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, a présenté au Parlement européen les sept priorités de la présidence luxembourgeoise du Conseil, la douzième de son histoire, mais la première dans le cadre du traité de Lisbonne. Xavier Bettel a ainsi détaillé les actions que la présidence entend mener dans les six prochains mois afin de libérer l'investissement pour la croissance et l'emploi ; approfondir la dimension sociale européenne ; gérer la migration, allier libertés, justice et sécurité ; rendre sa dynamique au marché intérieur en misant sur le numérique ; inscrire la compétitivité européenne dans un cadre global et transparent ; promouvoir une démarche de développement durable ; et renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde. Xavier Bettel a également rappelé à cette occasion que le Luxembourg demeurerait opposé à toute idée d'un Grexit... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Roumanie :

##### Le Premier ministre roumain Victor Ponta mis en examen



Le Premier ministre roumain Victor Ponta, poursuivi pour corruption depuis juin, s'est rendu le 13 juillet au Parquet anticorruption (DNA) pour être entendu par les procureurs. Il a été mis en examen pour corruption pour des faits remontant à l'époque où il était avocat, a annoncé le DNA. Ce dernier a lancé début juin des poursuites pénales contre lui pour faux, complicité d'évasion fiscale et blanchiment, du temps où il était avocat. Victor Ponta est également soupçonné de conflit d'intérêts dans l'exercice de ses fonctions de Premier ministre. Les procureurs n'ont toutefois pas pu lancer de poursuites sur ce volet car le parlement a refusé de lever son immunité parlementaire. Le 12 juillet, le Premier ministre a annoncé sur son compte Facebook qu'il quittait son poste de président du Parti social-démocrate "jusqu'au moment où (il) prouverait son innocence"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Royaume-Uni :

##### Présentation du budget 2015



Le 8 juillet, le ministre britannique des finances, George Osborne, a présenté le budget 2015 au Parlement. Parmi les propositions figuraient notamment l'introduction d'un nouveau salaire minimum à 9£ de l'heure pour 2020, une réduction du déficit public de 1% du PIB pour 2019, une réforme du système d'aides sociales passant par une augmentation du montant des allocations ("personal allowance") et

un meilleur contrôle des dépenses en matière de défense. Le Parlement doit se prononcer pour valider le budget... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Slovénie :

##### Le Premier ministre slovène rencontre le président français



Le Président français, François Hollande a reçu Miroslav Cerar, Premier ministre de Slovénie le 8 juillet. Ils se sont réjouis des excellentes relations que la France et la Slovénie entretiennent dans tous les domaines, confirmées par la signature au mois d'avril du plan d'action du Partenariat stratégique pour la période 2015-2018. Ils ont marqué leur détermination à renforcer encore les échanges économiques et les investissements croisés, dans le cadre notamment du processus de privatisation en cours en Slovénie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Macédoine :

##### Conclusions du FMI sur la Macédoine (ARYM)



Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) a visité Skopje du 27 juin au 7 juillet dans le cadre de la surveillance régulière du FMI. Selon le FMI, la croissance macédonienne devrait se situer aux alentours de 3,2% du P.I.B. en 2015 grâce aux investissements dans les infrastructures publiques, à une croissance des crédits, à des conditions du marché du travail en voie d'amélioration et à de fortes exportations. Les risques principaux résident dans l'instabilité politique du pays et de la Grèce voisine... [Lire la suite](#)

#### Conseil de l'Europe :

##### Déclaration du Conseil de l'Europe sur les ONG en Russie



Le Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Nils Muižnieks, a appelé le 9 juillet les autorités russes à modifier la loi sur les Organisations Non-Gouvernementales (ONG), afin qu'elle respecte les standards européens. En effet, une loi de juillet 2013 introduisait le terme "d'agents étrangers". Ainsi, une liste de 70 ONG ont été étiquetées "agents étrangers", du fait de leurs activités politiques ou de leurs financements venant de l'étranger. Il y a eu 181 procès en Russie pour combattre cette étiquette mais seules 28 ONG ont pu avoir un jugement en leur faveur. Depuis l'introduction de la loi, 20 ONG ont stoppé leurs activités, partiellement ou entièrement, en Russie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

#### Eurostat :

##### 508,2 millions d'habitants au sein de l'UE



Selon une étude publiée le 10 juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, la population de l'Union européenne est passée de 506.9 millions de résidents à 508.2 millions, entre le 1er janvier 2014 et le 1er janvier 2015. Sur la période, l'accroissement naturel de la population fut de 0.2 million. Les États membres les plus peuplés sont l'Allemagne (81.2 millions de résidents), la France (66.4 millions), le Royaume-Uni (64.8 millions) et l'Italie (60.8 millions). En outre, les croissances démographiques les plus importantes ont été enregistrées au Luxembourg (+23.9 pour 1000 résidents), en Suède (+10.6 pour 1000 résidents) ainsi qu'à Malte (+9.3 pour 1000 résidents)... [Lire la suite](#)

##### Stabilisation du taux d'investissement des entreprises dans la zone euro



Selon une étude publiée le 13 juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le taux d'investissement des entreprises dans la zone euro est demeuré stable à 21.8% au premier trimestre 2015, par rapport au quatrième trimestre 2014. La part des profits des entreprises a pour sa part enregistré une hausse pour atteindre 39.7% au premier trimestre 2015, contre 39.3% au dernier trimestre de l'année 2014... [Lire la suite](#)

##### Stabilisation du taux d'épargne dans la zone euro

Selon les estimations publiées le 13 juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le taux d'épargne des ménages de la zone euro est demeuré stable au premier trimestre 2015 à 12.8%, en



comparaison du quatrième trimestre 2014. Le taux d'investissement des ménages s'est, quant à lui, établi à 8.2% au premier trimestre 2015 dans la zone euro, soit là encore une stabilisation en comparaison du quatrième trimestre 2014... [Lire la suite](#)

#### Eurobaromètre :

##### Rapport sur les grandes évolutions de l'opinion publique européenne à l'égard de l'UE



Le Parlement européen a publié, le 6 juillet, une étude exploratoire relative aux grandes évolutions de l'opinion publique européenne à l'égard de l'Union européenne réalisée par TNS opinion. Les résultats permettent de mesurer la perception que les Européens peuvent avoir de l'Union européenne à travers ses grandes étapes institutionnelles, politiques, économiques et sociales sur plus de quarante ans (de 1973 à 2014). Les principaux thèmes abordés sont les suivants : l'évolution de l'opinion publique européenne à l'égard de l'Union européenne et de ses institutions ; la démocratie ; l'économie ; les questions sociales ; et l'immigration... [Lire la suite](#)

#### Etudes/Rapports :

##### Etude "Indicateurs de la gouvernance durable"

**BertelsmannStiftung** La Fondation Bertelsmann a publié la quatrième édition de son étude intitulée "Sustainable Governance Indicators" (Indicateurs de la gouvernance durable). Cette étude, qui fait interagir 140 indicateurs quantitatifs et qualitatifs, livre une analyse de la viabilité future de 41 pays de l'OCDE et de l'Union européenne. Ce sont ainsi plus de 100 experts de renom qui ont contribué à l'étude. Cette dernière mesure la gouvernance durable autour de trois piliers : l'indice de performance politique, l'indice de démocratie ainsi que l'indice de gouvernance... [Lire la suite](#)

##### Rapport "La tragédie grecque : nouvel épisode ou exode?"



[suite](#)

L'Institut d'économie mondiale de l'université de Kiel (Institut für Weltwirtschaft) a publié un policy brief dédié à la Grèce. Intitulé "La tragédie grecque : nouvel épisode ou exode?", ce rapport écrit par Klaus Schrader, David Bencek et Claus-Friedrich Laaser, s'intéresse aux causes de la crise grecque, à sa structuration ainsi qu'aux scénarios pouvant permettre une résolution de cette dernière... [Lire la](#)

#### Culture :

##### Festival de Salzburg



Du 18 juillet au 30 août se tient le festival d'été de Salzburg. C'est l'un des festivals les plus célèbres du monde, en particulier pour la musique et l'opéra, et il attire chaque année près de 240 000 visiteurs qui, cette année, pourront apprécier entre autres Verdi, Strauss ou Beethoven... [Lire la suite](#)

##### Zelt Musik Festival à Fribourg



Le Zelt Musik Festival se tient à Fribourg jusqu'au 19 juillet. Le festival regroupe des artistes de courants divers, de l'électro à la pop en passant par le rock et la musique classique. Le festival propose également des activités pour les enfants, comme des ateliers ou des spectacles... [Lire la suite](#)

##### Exposition "Canova et les maîtres du marbre" à Carrare



Palazzo Cucchiari, la somptueuse résidence du XIXe siècle de Carrare (Toscane), accueille jusqu'au 4 octobre une exposition consacrée au sculpteur Canova et à l'école de marbre de Carrare. L'exposition, organisée par la Fondazione Giorgio Conti avec le musée de l'Ermitage et la mairie de Carrare, recueille de nombreuses sculptures en marbre, notamment prêtées par l'Ermitage de Saint-Petersbourg et montrant le goût pour les collections du tsar Nicolas Ier... [Lire la suite](#)



## L'Age d'Or de la peinture à Naples



Jusqu'au 11 octobre, le musée Fabre de Montpellier propose des ateliers de pratiques artistiques aux enfants, adolescents et adultes, conçus dans le cadre de l'exposition temporaire L'Age d'Or de la Peinture à Naples : de Ribera à Giordano. L'exposition revient sur les liens entre l'art et l'histoire mouvementée de Naples, de l'éruption du Vésuve en 1631 à la peste de 1656, en passant par la révolte de Masaniello en 1647. À travers de nombreux prêts français et étrangers, le musée Fabre propose avec la collaboration de l'Institut National d'Histoire de l'Art et de l'Institut National du Patrimoine à Paris, un vaste panorama sur l'un des plus brillants moments de l'art italien... [Lire la suite](#)

## L'Agenda :



lundi 13 juillet

Bruxelles  
Eurogroupe  
Bruxelles  
Conseil "Agriculture et Pêche"



14 juillet

Bruxelles  
Conseil "Economie et Finances"



16 juillet

Francfort  
Conseil des Gouverneurs de la BCE



20 juillet

Bruxelles  
Conseil "Affaires étrangères"

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

## Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Marion Attia, Leslie Biaggi, Romain Denninger,  
Francesca Tortorella, Matthias Touillon

**Rédacteur en chef : Charles de Marcilly**  
**Directeur de la publication : Pascale Joannin**

Contact / suggestion  
[info@robert-schuman.eu](mailto:info@robert-schuman.eu)

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)